

ASSEMBLÉE
DES REPRÉSENTANS
DE LA COMMUNE DE PARIS.



ARRÊTÉ
Portant Etablissement d'un Comité
de Recherches.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée
générale des Représentans de la Commune
de Paris.*

Du Jeudi 22 Octobre, 1789.

L'Assemblée-Générale des Représentans
de la Commune, vivement affligée de
voir que, malgré ses invitations à tous
les habitans de la Capitale, pour les en-
gager à ne plus troubler la tranquillité
publique par des insurrections aussi pré-
judiciables au repos des bons Citoyens
qu'au bonheur de la Ville entière, de

2
nouveaux actes de violence & des meurtres même se commettent encore pendant le séjour du Roi dans sa bonne Ville de Paris, & pendant la tenue des Séances de l'Assemblée Nationale ; considérant qu'il est de son devoir de chercher à découvrir les manœuvres odieuses que des gens mal-intentionnés employent pour dénaturer le caractère doux & humain du Peuple François, & pour l'exciter à des troubles qui ne tendent qu'à tourner contre ses propres intérêts, a unanimement arrêté qu'il seroit établi un Comité de Recherches, composé de Membres pris dans son sein, qui se borneroient, & sans avoir aucun autre pouvoir administratif, à recevoir les dénonciations & dépositions sur les trames, complots & conspirations qui pourroient être découvertes, s'assureroient, en cas de besoin, des Personnes dénoncées, les interrogeroient, & rassembleroient les Pièces & Preuves qu'ils pourroient acquérir, pour former un corps d'instruction; en conséquence elle a nommé, par la voie du Scrutin, des Commissaires qu'elle a spécialement chargés



de remplir les fonctions ci-dessus énoncées.

Ordonne que le présent Arrêté sera lu, affiché & publié à son de trompe.

Signé, *Bailly*, Maire; *Blondel*, *Dela-*
vigne & *Marchais*, Présidens; *Bertolio* &
Vigée, Secrétaires.

De l'Imprimerie de LOTTIN l'aîné, & LOTTIN
de S.-Germain, Imprimeurs-Libraires Ordinaires
de la Ville, rue S.-André-des-Arcs (N° 27).

de remplir les fonctions ci-dessus énum.
1877.
Ordonne que le présent Arrêté sera
ins. dans le Bulletin de la Cour de Cassation.
Paris, le 10 Mars 1877.
Le Président de la République, Jules Grévy.
Le Ministre de la Justice, Charles Dufaure.
Le Garde des Sceaux, Léon Rouvier.

De l'importance de la culture de la terre
de la culture de la terre, de la culture de la terre
de la culture de la terre, de la culture de la terre